



Assemblée générale

Distr. limitée
14 janvier 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Cinquième Commission

Point 119 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

Projet de résolution présenté par le Vice-Président à l'issue de consultations officieuses

A

Montant définitif des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1998-1999

L'Assemblée générale

1. *Prend note* du second rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999¹, ainsi que du rapport connexe, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²;
2. *Prend note également* des observations du Comité consultatif concernant le second rapport sur l'exécution du budget-programme³;
3. *Note* que le taux de vacance de postes d'administrateur enregistré au cours de l'exercice biennal 1998-1999 a été plus élevé que celui sur la base duquel le budget-programme avait été approuvé;
4. *Décide* que, pour l'exercice biennal 1998-1999 :
 - a) Le crédit de 2 529 903 500 dollars des États-Unis qu'elle avait ouvert par ses résolutions 53/215 A du 18 décembre 1998 et 53/219 du 7 avril 1999 est minoré de 41 601 500 dollars de la manière suivante :

¹ A/54/631 et Corr.1.

² A/54/7/Add.7.

³ Voir A/C.5/54/SR.47.

Chapitre		Crédits ouverts par les résolutions 53/215 A et 53/219	Augmentations (ou diminutions)	Montants définitifs des crédits ouverts
	(En dollars des États-Unis)			
Titre I. Politique, direction et coordination d'ensemble				
1A	Politique, direction et coordination d'ensemble	41 341 200	364 500	41 705 700
1B	Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence	427 653 800	9 830 900	437 484 700
Total, titre I		468 995 000	10 195 400	479 190 400
Titre II. Affaires politiques				
2A	Affaires politiques	41 233 900	(183 500)	41 050 400
2B	Désarmement	12 975 900	(1 172 100)	11 803 800
3	Opérations de maintien de la paix et missions spéciales	181 423 700	(14 357 500)	167 066 200
4	Utilisations pacifiques de l'espace	3 934 800	242 900	4 177 700
Total, titre II		239 568 300	(15 470 200)	224 098 100
Titre III. Justice internationale et droit international				
5	Cour internationale de Justice	20 659 600	521 800	21 181 400
6	Affaires juridiques	32 449 200	(1 008 300)	31 440 900
Total, titre III		53 108 800	(486 500)	52 622 300
Titre IV. Coopération internationale pour le développement				
7A	Affaires économiques et sociales	106 958 400	(1 978 000)	104 980 400
8	Afrique : Nouvel Ordre du jour pour le développement	5 230 000	(262 900)	4 967 100
11A	Commerce et développement	93 296 400	(4 351 300)	88 945 100
11B	Centre CNUCED/OMC du commerce international	19 812 700	(1 291 500)	18 521 200
12	Environnement	8 756 600	50 000	8 806 600
13	Établissements humains	12 588 700	367 700	12 956 400
14	Lutte contre la criminalité	5 357 300	(598 600)	4 758 700
15	Contrôle international des drogues	14 728 400	(842 500)	13 885 900
Total, titre IV		266 728 500	(8 907 100)	257 821 400
Titre V. Coopération régionale pour le développement				
16	Développement économique et social en Afrique	80 607 800	(3 053 200)	77 554 600
17	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	56 675 900	(2 727 500)	53 948 400
18	Développement économique en Europe	43 549 600	(1 018 600)	42 531 000
19	Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	82 684 000	(3 558 800)	79 125 200
20	Développement économique et social en Asie occidentale	49 752 300	(7 968 700)	41 783 600

Chapitre		Crédits ouverts par les résolutions 53/215 A et 53/219	Augmentations (ou diminutions)	Montants définitifs des crédits ouverts
		(En dollars des États-Unis)		
21	Programme ordinaire de coopération technique	42 655 200	(398 000)	42 257 200
Total, titre V		355 924 800	(18 724 800)	337 200 000
Titre VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires				
22	Droits de l'homme	40 832 600	1 065 200	41 897 800
23	Opération de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	45 051 000	1 469 400	46 520 400
24	Réfugiés de Palestine	21 804 800	3 077 500	24 882 300
25	Aide humanitaire	17 583 200	34 400	17 617 600
Total, titre VI		125 271 600	5 646 500	130 918 100
Titre VII. Information				
26	Communication et information	135 574 000	(1 711 100)	133 862 900
Total, titre VII		135 574 000	(1 711 100)	133 862 900
Titre VIII. Services communs d'appui				
27	Gestion et services centraux d'appui			
	A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion	11 090 300	(46 200)	11 044 100
	B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	20 888 200	(692 200)	20 196 000
	C. Bureau de la gestion des ressources humaines	44 675 800	1 282 400	45 958 200
	D. Bureau des services centraux d'appui	226 894 000	(4 431 600)	222 462 400
	F. Administration (Genève)	99 853 200	(2 279 400)	97 573 800
	G. Administration (Vienne)	30 701 400	(860 400)	29 841 000
	H. Administration (Nairobi)	12 194 900	1 139 500	13 334 400
Total, titre VIII		446 297 800	(5 887 900)	440 409 900
Titre IX. Bureau des services de contrôle interne				
28	Contrôle interne	17 941 500	(173 500)	17 768 000
Total, titre IX		17 941 500	(173 500)	17 768 000
Titre X. Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales				
29	Activités administratives financées en commun	5 824 200	2 139 900	7 964 100
30	Dépenses spéciales	52 684 300	(8 227 800)	44 456 500
Total, titre X		58 508 500	(6 087 900)	52 420 600

Chapitre	Crédits ouverts par les résolutions 53/215 A et 53/219	Augmentations (ou diminutions)	Montants définitifs des crédits ouverts	
	(En dollars des États-Unis)			
Titre XI. Dépenses d'équipement				
31	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	34 173 100	2 838 500	37 011 600
Total, titre XI		34 173 100	2 838 500	37 011 600
Titre XII. Contributions du personnel				
32	Contributions du personnel	314 746 600	(2 832 900)	311 913 700
Total, titre XII		314 746 600	(2 832 900)	311 913 700
Titre XIII. Compte pour le développement				
34	Compte pour le développement	13 065 000	0	13 065 000
Total, titre XIII		13 065 000	0	13 065 000
Total général		2 529 903 500	(41 601 500)	2 488 302 000

b) Le Secrétaire général est autorisé à virer des crédits d'un chapitre à un autre du budget, avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

c) Outre les crédits ouverts à l'alinéa a) ci-dessus, un prélèvement de 51 000 dollars sur le revenu accumulé du Fonds de dotation de la Bibliothèque est autorisé pour chacune des années de l'exercice biennal 1998-1999 pour l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque destinés à la Bibliothèque du Palais des Nations et pour les autres dépenses de la Bibliothèque du Palais faites conformément à l'objet du Fonds de dotation et aux dispositions qui régissent celui-ci.

B

Montant définitif des recettes pour l'exercice biennal 1998-1999

L'Assemblée générale,

Décide que, pour l'exercice biennal 1998-1999 :

a) Les prévisions de recettes d'un montant de 362 705 400 dollars des États-Unis, qu'elle avait approuvées par sa résolution 53/215 B du 18 décembre 1998, sont minorées de 6 326 200 dollars de la manière suivante :

		<i>Montants approuvés par la résolution 53/215 B</i>	<i>Augmentations (ou diminutions)</i>	<i>Montants définitifs</i>
<i>Chapitres des recettes</i>		<i>(En dollars des États-Unis)</i>		
1er	Recettes provenant des contributions du personnel	324 812 400	(10 101 200)	314 711 200
Total, chapitre premier des recettes		324 812 400	(10 101 200)	314 711 200
2	Recettes générales	33 585 400	3 986 200	37 571 600
3	Services destinés au public	4 307 600	(211 200)	4 096 400
Total, chapitres 2 et 3 des recettes		37 893 000	3 775 000	41 668 000
Total général		362 705 400	(6 326 200)	356 379 200

b) Les recettes provenant des contributions du personnel seront créditées au Fonds de péréquation des impôts, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955;

c) Les dépenses directement imputables à l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies, aux services destinés aux visiteurs, aux restaurants et services annexes, à l'exploitation des garages, aux services de télévision et à la vente de publications, pour lesquelles il n'est pas ouvert de crédits budgétaires, seront imputées sur les recettes provenant de ces services ou activités.